

ÉDITO

Terres d'Espoir : Aimer nos agriculteurs, c'est défendre notre modèle agricole !

Par **Grégory Besson-Moreau**



Grégory Besson-Moreau est entrepreneur dans l'ingénierie et député de l'Aube de 2017 à 2022. Il a notamment été rapporteur de la loi sur l'alternative aux néonicotinoïdes et de la loi EGALIM 2. Il a également été rapporteur de la commission d'enquête Lactalis ainsi que de la commission d'enquête sur la grande distribution.

L'agriculture a toujours été au cœur de notre identité et de notre culture. Elle garantit notre indépendance, renforce notre balance commerciale, fait notre fierté à travers le monde, façonne nos paysages.

Aujourd'hui, la question de la souveraineté agricole française est plus déterminante que jamais. Face à un pays que l'on dit fracturé, face au retour de la guerre sur le continent européen et la multiplication des foyers de conflit et d'instabilité, il est temps de réaffirmer notre engagement envers une agriculture forte et autonome.

Le « réarmement de la France » prôné par le président de la République doit s'appliquer à notre agriculture française.

La France est capable de subvenir à ses propres besoins alimentaires et agricoles, tout en préservant la qualité de ses produits et en maintenant une balance commerciale extérieure croissante. Réaffirmons-le : nous avons l'agriculture la plus durable et la plus saine au monde ! Pour maintenir et renforcer ce cap, il nous faut assurer la sécurité alimentaire de notre nation, tout en réduisant drastiquement les importations ne respectant pas nos critères européens et français. Il n'est pas question de repli ou de fermeture de nos

frontières, il est question d'affirmer un principe simple : rien de ce qui entre à l'intérieur de nos frontières ne peut être moins-disant écologiquement ou socialement.

En deux décennies, la France a connu une augmentation de sa dépendance à l'égard des importations alimentaires. Cela nous expose. Les fluctuations des marchés mondiaux, les crises sanitaires ou le dérèglement climatique dans d'autres régions du monde perturbent notre approvisionnement alimentaire. Pour garantir notre sécurité alimentaire, il est impératif de maintenir une base solide de production agricole nationale. Cela signifie soutenir nos agriculteurs locaux, investir massivement dans la modernisation de nos exploitations en sortant d'une logique figée du « small is beautiful » et

encourager la diversification des productions pour réduire notre vulnérabilité aux chocs externes.

Innovation et durabilité : la voie de l'avenir

La souveraineté agricole ne peut être atteinte sans une agriculture moderne et durable. Il est essentiel de promouvoir l'innovation technologique, l'agroécologie et les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement pour augmenter la productivité tout en préservant nos ressources naturelles.

Les agriculteurs français doivent être encouragés à adopter des méthodes plus durables, à réduire l'utilisation d'intrants chimiques et à promouvoir



voir la biodiversité. Cela les aidera à faire face aux défis du changement climatique et à garantir la viabilité à long terme de notre agriculture... Mais cette ambition s'exerce aujourd'hui au détriment de leurs propres revenus! Il ne peut y avoir d'ambition dans nos exploitations agricoles s'il n'y a pas de rémunération juste, un prix payé en rapport avec leurs efforts, un financement déterminant de son évolution et enfin une prise de conscience réelle du consommateur, et donc des citoyens, que la transition agroécologique est possible uniquement sur un temps long. L'urgence climatique nous oblige, notre alimentation tout autant.

Soutien gouvernemental et engagement collectif

La France a un rôle crucial à jouer dans la promotion de la souveraineté agricole tant au niveau français qu'europpéen. Cela nécessite des politiques agricoles cohérentes qui encouragent l'investissement dans le secteur agricole, la recherche et le développement, ainsi que la formation des agriculteurs.

Mais cela nécessite force et fermeté dans notre ouverture au monde à travers nos accords de libre-échange. Comment peut-on encore accepter des denrées alimentaires produites sans aucune compatibilité avec nos normes françaises? Les exemples

sont si nombreux qu'il en devient ridicule et gênant de les lister...

La diversité des catégories d'agriculteurs qui bloquent aujourd'hui le pays n'en est que le révélateur. Des producteurs de lait, en passant par les céréaliers, les éleveurs bovins, les producteurs de poulet, les arboriculteurs ou même des apiculteurs, tous ont ce sentiment d'abandon et d'incompréhension face à des injonctions toujours plus nombreuses, toujours plus contradictoires : nos terres d'espoir ne sont que désespoir.

Que nous disent les agriculteurs? À leurs côtés sur le blocage de l'A10, les questions sont simples : on nous dit qu'on nous aime mais pourquoi personne ne paie le prix? Pourquoi sommes-nous systématiquement montrés du doigt? Qui nous soutiendra vraiment? Les revendications ne sont plus uniquement celles du revenu, d'une suppression de hausse de taxe ou d'une énième norme aberrante. Elles sont bien plus profondes que cela et toutes sont fondées sur une seule perception : celle de la confiance perdue.

Cependant, la souveraineté agricole est un effort collectif qui implique l'ensemble de la société. Les consommateurs ont un rôle à jouer en soutenant les produits français, en valorisant la qualité plutôt que la quantité. Les entreprises peuvent contribuer en favorisant la durabilité dans leurs chaînes d'appro-

visionnement. Les agriculteurs eux-mêmes sont au cœur de cette démarche en adaptant leurs pratiques pour répondre aux besoins actuels tout en préservant l'avenir.

Reste aujourd'hui à débloquer une situation qui s'engue et dont l'issue reste incertaine.

L'espoir doit passer par une stricte application des lois EGALIM votées dans le précédent mandat et qui ont fait preuve de leur parfait fonctionnement les deux premières années. Alors faisons les respecter! Moins d'agents armés de l'OFB pour contrôler nos agriculteurs, plus d'agents de la DGCCRF pour contrôler les négociations commerciales! Mettons en place un moratoire immédiat sur nos normes et contraintes franco-françaises qui épuiserait n'importe quel agriculteur et réalignons-nous strictement sur le droit européen : tout ce qui est au-dessus doit être supprimé. Appliquons strictement les clauses miroirs, sans aucune dérogation, avec le principe simple d'une réciprocité totale des produits importés avec nos normes Française.

La lueur de cet espoir est encore là. Ne la laissons pas s'éteindre. Ils sont encore 400 000 en France à nous nourrir, nous en perdons 25 par jour. C'est maintenant qu'il faut réagir. ●



REGARD D'EXPERT

Une Diplomatie réinventée dans un monde en recomposition (2/3)

Paru dans la Revue Internationale et Stratégique (RIS) n°132 de janvier 2024

Entretien avec Maurice Gourdault-Montagne



Maurice Gourdault-Montagne est diplomate de carrière, et a alterné entre de hautes responsabilités à l'étranger et en administration centrale. Il a ainsi été ambassadeur de France au Japon (1998-

2002), au Royaume-Uni (2007-2011), en Allemagne (2011-2014), puis en Chine (2014-2017). A Paris, il fut le directeur adjoint puis le directeur du cabinet d'Alain Juppé, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères (1993-1995) puis Premier ministre (1995-1997). Il devint ensuite conseiller diplomatique de Jacques Chirac à l'Élysée (2002-2007), et enfin secrétaire général du Quai d'Orsay (2017-2019). A l'issue de sa carrière diplomatique, il intègre le Boston Consulting Group et rejoindra le Groupe Adit et ESL & Network en tant que Senior Advisor en octobre 2023.

Jaishankar, son habile ministre des Affaires étrangères. Elle a une politique extrêmement agile, qui consiste à aller là où vos intérêts commandent. Ce qui n'est pas exempt de contradictions. L'Inde se trouve, un jour, au Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad) en Indo-Pacifique avec les États-Unis, le Japon et l'Australie. Le lendemain, elle assistera à une réunion des BRICS, où l'antiaméricanisme, notamment sur le dollar, demeure tout de même un fonds de commerce. Elle ira, le surlendemain, à la réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), où elle se retrouve avec le Pakistan et la Chine encore, avec lesquels elle est à l'état de quasi-conflit — du moins, avec lesquels existent des contentieux importants —, mais où elle estime qu'il est important d'être, parce que l'Asie centrale est son arrière-cour depuis des siècles. Elle a ainsi la possibilité de donner son opinion sur tous les sujets, d'être partie prenante, de n'être liée par aucune alliance et de garder ce qu'elle appelle sa « fluidité », la « flexibilité » des relations internatio-

nales. Cela fonctionne pour le moment et tant qu'il n'y a pas de conflits ouverts — le cas échéant, c'est beaucoup plus difficile. L'Inde n'hésite d'ailleurs pas non plus à envoyer des bateaux manœuvrer avec d'autres, chinois et russes, sous le nez des bateaux japonais, alors qu'elle est pourtant alliée avec le Japon pour contenir la Chine. Concernant le conflit ouvert au Moyen-Orient, l'Inde n'hésite pas à s'afficher aux côtés d'Israël et ne qualifie pas le Hamas de terroriste alors qu'elle est pourtant très sensible au terrorisme.

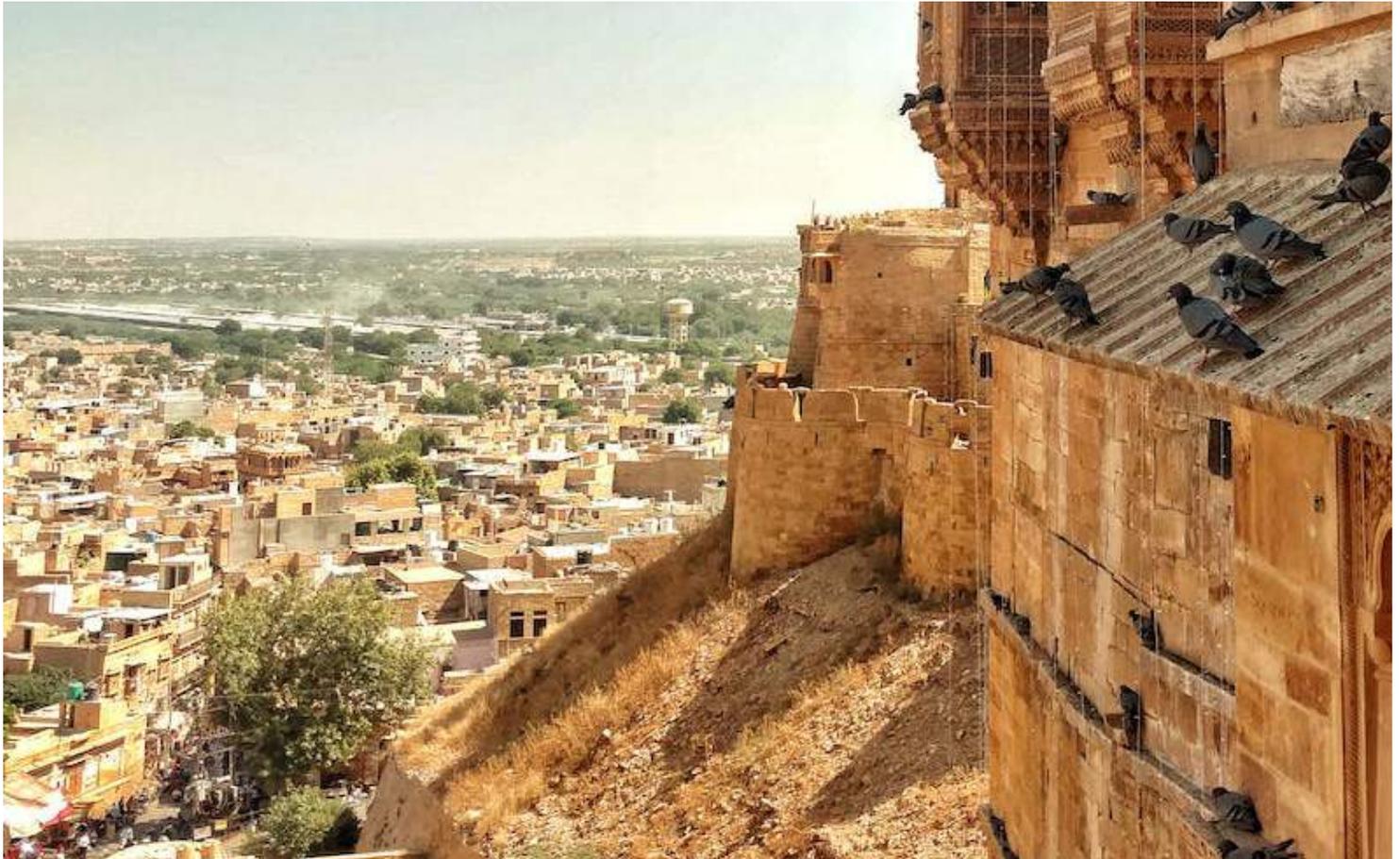
Il s'agit donc d'un positionnement original. Est-ce reproductible ailleurs ? Beaucoup de petits pays du « Sud global » cherchent à maintenir, d'une part, leurs relations commerciales avec la Chine : 120 États ont la Chine comme premier partenaire commercial, ne veulent ni la perdre ni être touchés par des sanctions, et sont ainsi attirés par les systèmes que Pékin met en place pour éviter les sanctions — notamment le système de chambre de compensation en yuan et une messagerie interbancaire, inspirés du

Dans le précédent numéro de notre Newsletter du jeudi 25 janvier, Maurice Gourdault-Montagne retrace les évolutions du multilatéralisme, tel qu'il était envisagé dans un monde bipolaire, et qui doit aujourd'hui prendre en compte les réalités d'un monde multipolaire et l'émergence de nouvelles puissances.

Que vous inspire, dans ce contexte, un cas comme celui du « multi-alignement » indien ?

L'Inde de Nehru a été l'inventrice, avec la Yougoslavie de Tito et l'Indonésie de Suharto, du non-alignement. Il s'agissait d'un positionnement entre les blocs, et souvent, se retrouvaient dans cet ensemble des pays qui avaient été colonisés. Aujourd'hui, l'Inde se distingue dans le « Sud global » et a en effet décidé d'une politique du « multi-alignement », théorisée par Subrahmanyam





système SWIFT. Il s'agit, d'autre part, de continuer de commercer en dollars pour avoir accès aux États-Unis et aux prêts du Fonds monétaire international (FMI). Le « multi-alignement » est donc poussé à l'extrême par l'Inde, mais est reproduit, très largement, par beaucoup de pays qui ne veulent appartenir à aucun camp, avec les complications que cela peut entraîner en matière de solidarité avec un camp : c'est l'éclatement du monde.

Vous évoquiez le G20 : un tel forum élargi, regroupant États occidentaux et non occidentaux, peut-il permettre de refonder quelque chose qui dépasserait l'occidentalisme ?

Il est trop tôt pour le dire. Il est en tout cas certain que l'occidentalisme est dépassé. L'Occident n'est pas la référence de développement. La Chine l'affirme en disant dans son initiative globale de civilisation que modernisation ne veut pas nécessairement dire occidentalisation. D'autant que l'Occident, qui s'est fondé sur des valeurs politiques depuis les Lumières — avec toutefois des variantes en Allemagne et avec l'Enlightenment britannique — qu'il a développées jusqu'en 1848 et nourries ensuite, est fondé sur l'individualisme — un individualisme croissant —, alors que beaucoup de pays du « Sud global » voient la primauté de la notion d'appartenance au groupe par rapport aux droits de l'individu, et donc se situent dans des schémas différents. Dans les droits humains tels que prônés par l'Occident — dont les droits des minorités évidemment —, c'est l'individu — au sein de sa mino-

rité et son affirmation qui sont primordiaux. Dans d'autres pays, c'est le groupe qui prime.

La domination occidentale ne peut plus s'imposer parce que ces pays-là s'affirment, d'une part. D'autre part, la tradition occidentale — et ses quatre cents ans de domination — s'est faite dans la tradition de ce qui a été d'abord une conversion religieuse. Or l'idée de convertir est une idée purement occidentale : les Chinois ne cherchent pas à nous convertir au système chinois, au confucianisme, au taoïsme, les Indiens à l'hindouisme, les Japonais au shintoïsme, etc. Nous avons donc une tradition de conversion, au besoin de conversions forcées : cette époque-là est totalement révolue. Elle ne l'est pas complètement chez les Américains, qui y ajoutent une tradition messianique, c'est-à-dire que si vous ne vous convertissez pas, vous n'êtes pas sauvés.

Le G20, qui est un groupe d'États dénué d'institutions et qui n'a de fonctionnement que celui que lui donnent les présidences successives, est pour le moment une enceinte en plein devenir, mais nécessaire. Les pays occidentaux du G7 parlent ainsi avec d'autres, eux-mêmes organisés, notamment dans les BRICS. Il est indispensable de garder le contact dans un monde qui se fracture.

Les droits humains ne sont-ils pas finalement qu'un concept occidental ? Peut-on considérer qu'il existe des droits universels ? Si oui, lesquels ?

Les droits humains universels sont une invention de la France. La Déclaration des droits de

l'homme et du citoyen de 1789 correspond à une époque où l'on pense que la raison nous fait agir, qu'il existe une vérité et que cette vérité s'applique aux droits humains. C'est à la même époque qu'est développé le « discours sur l'universalité de la langue française », supposée prendre la place du latin. C'est une époque du triomphe de la raison — d'ailleurs, pendant la Révolution, il y eut un culte de la déesse de la Raison, et les églises avaient été transformées en temples.

Est-ce à dire que les droits humains ne sont liés qu'à cela ? Non, ils correspondent à quelque chose d'extrêmement profond dans la tradition de tous les pays et de toutes les civilisations, sous des formes diverses. Le préambule de la Charte des Nations unies, qui reprend largement le texte de 1789, en est la marque et l'ensemble des pays membres de l'ONU sont censés y adhérer. Un point fondamental est la dignité de l'être humain, qui s'exprime de différentes manières. Et si la liberté est un concept qui, tel que nous le concevons, est très occidental, la résistance à l'oppression au nom de l'exercice de la liberté existe partout. Mais les concepts de liberté sont innombrables — en anglais, deux mots différents sont même à l'œuvre, liberty et freedom. Elle se conçoit dans des systèmes de droit différents : l'Habeas corpus anglo-saxon n'existe pas en France, où nous avons une autre manière de préserver certains droits, de la défense notamment. Il y a, en outre, les droits des groupes, individuels, des minorités, etc. Je pense que le dénominateur commun demeure la dignité de l'être humain : je ne connais pas de civilisation — pour celles que j'ai pu fréquenter — où la personne humaine ne soit pas

au centre, avec évidemment, selon les cultures, des expressions différentes.

La question qui se pose ensuite est : devons-nous imposer aux autres les droits humains qui existent chez nous ? Appliquons-nous déjà à nous-mêmes l'exemplarité sur les droits que nous avons développés chez nous, et c'est par l'exemplarité que nous influencerons les autres. De là à juger les autres en permanence comme nous le faisons, je crois qu'il y a une marge qu'il faut éviter.

Comment repenser le multilatéralisme, qui paraît plus que jamais nécessaire pour faire face à des défis globaux, au premier titre desquels le changement climatique, et alors que la manière dont la nature fait ainsi effraction dans les grilles de lecture héritées de la géopolitique classique recompose les conceptions de l'espace, du territoire, de la souveraineté, de l'ennemi, de la frontière et de l'État ?

Vous touchez un sujet qui est, à mon avis, l'un des plus difficiles parce que nous cherchons, dans le cadre du changement climatique, à imposer des règles qu'il est plus facile de nous imposer à nous-mêmes du fait du degré de développement que nous avons atteint. Or nous cherchons à les imposer à d'autres qui n'ont pas ce niveau de développement et qui nous disent, une fois de plus : « vous essayez de nous faire rattraper l'Histoire alors que vous-même vous êtes largement servis, sans vous imposer ces règles-là ».

Il est important, premièrement, de trouver une enceinte pour en parler pour, deuxièmement, appliquer des règles multilatérales, c'est-à-dire au sein desquelles les droits des « forts » et des « faibles » sont les mêmes. Il n'y a pas le droit du plus fort et l'absence de droit des faibles. Il s'agit d'essayer de trouver les règles du jeu qui permettent que les droits des uns et des autres soient respectés. Les juridictions doivent permettre cela et les principes qui sont édictés, sur lesquels on se met d'accord, établissent ces règles.

Dans le domaine climatique, pour le moment, l'on agit que sur le volontarisme, par des décisions nationales que l'on met ensuite bout à bout pour voir comment elles convergent vers des objectifs, définis notamment par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), et évalués par différentes instances. Pour le moment, il n'y a pas de coercition exercée en matière de climat par le droit ou par un multilatéralisme qui s'imposerait en droit. Devra-t-on y venir, un jour, compte tenu de la gravité de la situation ? La question est ouverte. Je pense que l'enceinte pour ce faire demeure celle des COP, qui sont une émanation d'une organisation, l'ONU, ayant généré, depuis sa création il y a quatre-vingts ans, un droit et une jurisprudence dont on peut s'inspirer, et qui dispose des institutions à qui pourrait être confié tout cela. Et je pense que l'on y viendra. ●

REGARD D'EXPERTE

Algorithmes et tendances TikTok : les réseaux sociaux, véritable caisse de résonance des discours sexistes auprès des jeunes

Par Joanne Rouhier



Joanne Rouhier est diplômée d'un Master en Relations Publiques – Affaires européennes de l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales à Bruxelles, au cours duquel elle

étudie les fondamentaux des affaires européennes, la communication institutionnelle et corporate, les stratégies d'influence et les relations presses. Passionnée par les enjeux d'opinions et d'affaires publiques, Joanne intègre Antidox en février 2020 en tant que consultante au sein du pôle communication 360° et affaires publiques.

« Le sexisme commence à la maison, continue à l'école et explose en ligne » : les paroles de la présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, Sylvie Pierre-Brossolette, ont provoqué un véritable émoi dans la société, révélant l'ampleur persistante voire croissante des inégalités de genre et l'omniprésence de ces discours dans notre quotidien. Si le sexisme semble archaïque, ce sont bien les réseaux sociaux qui lui servent de caisse de résonance et façonnent la mentalité d'une génération montante.

Publié fin janvier, le rapport 2023 sur l'état du sexisme en France par le Haut Conseil à l'Égalité (HCE) entre les femmes et les hommes est sans équivoque : le sexisme ne recule pas en France.

Au contraire, il perdure et ses manifestations les plus violentes s'aggravent.

Si 82 % des femmes ont déjà le sentiment d'avoir été moins bien traitées en raison de leur sexe, et que 9 sur 10 ont déjà modifié leurs comportements afin d'échapper au sexisme, les injonctions persistent dans le cercle familial. Du côté des hommes, les réflexes masculinistes sont toujours aussi présents : 70 % des hommes estiment qu'un homme doit pouvoir prendre en charge financièrement sa famille (63 % des femmes le pensent aussi) et plus de la moitié de la population trouve normal ou positif qu'une femme cuisine tous les jours pour toute la famille. Certaines injonctions trouvent également leur public auprès des femmes, 58 % d'entre elles considèrent qu'une femme doit faire passer sa famille avant sa carrière. Si le sexisme est toujours bien présent, le constat est d'autant plus alarmant auprès des jeunes : parmi les 25-34 ans, un quart estime qu'il faut parfois être violent pour se faire respecter, quand 34 % trouvent normal que les femmes arrêtent de travailler pour s'occuper des enfants. 28 % estiment que « les hommes sont davantage faits pour être patrons » (un pourcentage bien plus élevé que les hommes d'autres catégories d'âge, contre 10 % en moyenne). Pour finir, plus d'un homme sur 5 de 25-34 ans considère normal d'avoir un salaire supérieur à une collègue féminine à poste égal.

Si le sexisme est toujours d'actualité à l'école, en famille ou au travail, l'espace numérique n'est pas en reste. D'après le rapport, certains contenus en ligne participent pleinement à la « culture sexiste » et sont une « caisse de résonance » des représentations genrées. Selon le HCE, parmi les 100 contenus les plus vus sur les plateformes (YouTube, Instagram et TikTok), 68 % des publications d'Instagram comportent des stéréotypes de genre, associant le plus souvent les femmes à des rôles maternels et mises en scène dans la sphère privée. Sur YouTube, 88 % des vidéos analysées comprenaient au moins un stéréotype masculin, dont la plupart était associée à des valeurs viriles et à un climat de violence. Sur TikTok, 42,5 % des vidéos, sous couvert d'humour, sont dominées par des représentations dégradantes et humiliantes des femmes. Les hommes ne plus ne sont pas épargnés par des stéréotypes à travers des représentations parfois exacerbées de virilité.



Avec un temps d'écran moyen par jour de 4h47 pour les jeunes de 14 ans et 5h23 pour ceux de 17 ans (chiffres issus du baromètre du numérique de 2022), le HCE s'inquiète de la diffusion de masse de ces contenus en ligne, permettant une banalisation et un ancrage profond de la « culture sexiste » dans la société.

« Faisons du sexisme de l'histoire ancienne ! » : la semaine dernière, le HCE a lancé une campagne choc. L'organisation a partagé son clip de campagne, mettant à la suite des images d'archives de l'INA des années 1970, dans lesquelles des hommes tiennent des discours banalisant le viol ou les violences conjugales et des extraits de vidéos TikTok reprenant les mêmes discours. Conclusion : les discours sexistes et violents envers les femmes ont, semble-t-il, encore de beaux jours devant eux.



Extrait de la vidéo de campagne « Faisons du sexisme de l'histoire ancienne ! » lancée par le Haut Conseil à l'Égalité en janvier 2024

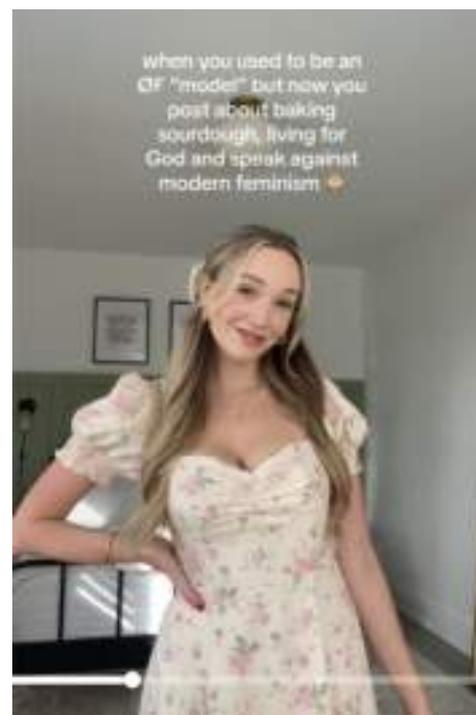
Tradwife, Stay at home girlfriend : TikTok et le bal des tendances sexistes

Réel berceau des tendances réseaux sociaux, TikTok agit comme un véritable amplificateur des discours sexistes, où ces stéréotypes trouvent une large diffusion. La tendance « Tradwife » (femmes au foyer traditionnelles), promouvant le retour à un idéal conservateur dans le couple et très populaire aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, rencontre un succès grandissant dans l'Hexagone — le #femmeaufoyer génère 44,4 millions de vues —, et inquiète les autorités. Robes colorées des années 50, brushing parfait, maison impeccable et petits plats faits-maison, ces influenceuses d'un nouveau genre prônent un idéal ultraconservateur de femmes d'intérieur entièrement dédiées à leur mari. S'il n'est pas ici question d'une critique du statut de femme aux foyers, la dimension ouvertement et positivement conservatrice (appuyée par un discours religieux) de ces contenus, vantant les mérites d'un mode de vie de femme mariée, soumise aux désirs et à la carrière de son mari, sans emploi, se tenant loin de tout autre homme, et entièrement dédiée à son foyer, pose question sur les 50 ans de luttes qui ont mené à l'émancipation des femmes.



Vidéo de l'influenceuse « Tradwife » @esteecewilliams sur TikTok

Sa petite soeur, la tendance « Stay at home girlfriend » (connu aussi sous le hashtag #SAHG) illustre le quotidien de la petite copine casanière, sans activité professionnelle, en situation de dépendance affective et financière, connaît également un succès retentissant sur la plateforme chinoise. Si ces phénomènes inquiètent, c'est parce qu'ils s'accompagnent le plus souvent de messages sexistes, antiféministes et marquent, dans les mentalités, une réassignation des femmes à la sphère strictement domestique. Au-delà d'une défense des valeurs traditionnelles, les « Tradwives » et « Stay at home girlfriends » s'érigent en adversaires du féminisme moderne qui prône l'indépendance physique et financière.



Vidéo d'une influenceuse #stayathomegirlfriend « Quand tu as été un modèle sur Onlyfans, mais maintenant tu publies des contenus sur la cuisson du levain, tu vis pour Dieu et tu prends la parole contre le féminisme moderne »

Parmi les autres tendances sexistes du réseau social TikTok, on retrouve la « dark feminine energy », un concept qui vise à encourager les femmes à « faire sortir la femme fatale » en elle et à prendre le pouvoir, tout en prodiguant des conseils misogynes tels que : cacher ses émotions pour éviter d'être « hystérique », prendre soin de son apparence physique et vestimentaire, ne pas être trop accessible, etc.

Mais la gente féminine est loin d'être la seule à participer à la diffusion des discours sexistes. Une autre tendance, présentée sous forme de « jeu » par l'influenceur Ugo Original consiste à interroger les passants sur leur « body count » (le nombre de partenaires sexuels que quelqu'un a eus dans sa vie). Des vidéos qui donnent le plus souvent lieu à un grand nombre de réflexions sexistes, voire masculinistes. Ce discours fréquemment repris par les influenceurs masculinistes et identitaires fait du « body count » un argument pour illustrer les dérives de la société moderne, et de la tendance « Tradwife » un cheval de bataille pour défendre

une idéologie patriote et identitaire, à l'image de Thaïs d'Escufon, ancienne porte-parole du mouvement Génération Identitaire.

Mais ces discours ne sont pas sans conséquence. Récemment, le footballeur Adel Sidi Yakoub s'est vu exclure de son club l'ES Pays d'Uzès, après avoir publié une vidéo dans laquelle il liste les obligations que devra suivre son épouse, reprenant une tendance du réseau social TikTok « Ma femme/Mon mari n'aura pas le droit... ». Avec un impact indéniable sur des centaines de milliers de jeunes hommes ou adolescents, dont les valeurs se construisent aussi — et peut-être surtout — sur les contenus créés par leurs idoles.

Responsabilité des algorithmes : cachez ce sexisme que je ne saurais voir

Pourquoi ces discours prolifèrent-ils sur les réseaux sociaux ? Tout simplement grâce au buzz créé par ces vidéos. En ligne, plus un contenu est visionné, plus il génère de réactions et plus il sera mis en avant par les plateformes. De plus, les algorithmes vont valoriser auprès des utilisateurs les contenus qui présentent une similitude marquée avec ceux visionnés précédemment. Un utilisate-

teur qui regardera une vidéo contenant des propos sexistes se verra proposer toujours plus de vidéos similaires, renforçant ainsi une bulle algorithmique qui contribue à normaliser et amplifier ces discours. Pour l'utilisateur, cette bulle algorithmique renforce le sentiment que ces opinions représentent la pensée générale.

Si les discours sexistes peuvent donner l'impression d'appartenir à une époque révolue, ce sont bien les réseaux sociaux qui leur servent de caisse de résonance aujourd'hui, grâce aux différentes tendances et à la prolifération des discours extrêmes suscitant le « buzz » dans l'espace digital.

S'attaquer aux racines du sexisme pour renverser la tendance

Pour le HCE, le constat est clair : il faut s'attaquer aux racines du sexisme, le combattre là où il naît. Si un code informatique, en apparence neutre, amplifie les discours discriminatoires, c'est aussi parce que sa logique de fonctionnement est le résultat de choix humains susceptibles d'introduire des erreurs et des biais. La filière numérique reste largement dominée par les hommes et en conséquence est caractérisée par une forte culture sexiste.

Des discours représentés dans l'espace digital qui sont le reflet des maux que l'on retrouve dans notre société.

Le Haut Conseil à l'Égalité pointe également la responsabilité des plateformes et préconise de réguler l'espace numérique pour les contraindre à auto-évaluer le degré de stéréotypes et de sexisme de leurs contenus les plus vus, sous la supervision de l'Arcom (l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique). Sollicités par l'organisation, les représentants de Meta et Google se disent favorables à la mise en place de cette auto-évaluation.

Pour pallier ces dysfonctionnements, le HCE formule trois recommandations principales : éduquer à travers un programme d'éducation à l'égalité, réguler la présence et l'image des femmes dans le secteur numérique, sanctionner en faisant du délit de sexisme un véritable outil juridique de condamnation du sexisme.

Finalement, ce rapport s'inscrit dans la lignée des constatations récentes sur la montée des violences en ligne (harcèlement, incitation à la haine, menaces de mort, apologie du terrorisme) et représente un défi considérable pour les plateformes pour réguler les algorithmes et offrir un espace d'expression et d'échange sûr pour les utilisateurs. ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.